

2 juillet 2012 #134 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. La Chambre de première instance I a déclaré M. Lubanga coupable le 14 mars 2012, et prononcera la peine le 10 juillet 2012. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. Les déclarations en clôture dans cette affaire ont eu lieu du 15 au 23 mai 2012. Le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges dans l'affaire *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. M. Mbarushimana a été remis en liberté le 23 décembre 2011.

Affaire Lubanga

La Chambre de première instance I prononcera la peine le 10 juillet 2012

Le 10 juillet 2012, à 9h30 (heure locale de La Haye), la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale



Thomas Lubanga Dyilo © ICC-CPI/Michael Kooren

(CPI) rendra, en audience publique, ses décisions en vertu des articles 75 (réparations en faveur des victimes) et 76 (prononcé de la peine) du Statut de Rome dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*.

Le verdict dans cette affaire a été rendu le 14 mars 2012. M. Lubanga Dyilo a été déclaré coupable d'avoir procédé à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et de les avoir fait participer activement à des hostilités.

Pour plus d'informations sur cette affaire, cliquez [ici](#).

médias seront communiquées ultérieurement dans un avis aux médias.

Décisions adoptées entre le 25 et le 29 juin 2012

Order scheduling the delivery of the Decisions pursuant to Articles 75 and 76

Rendue par la Chambre de première instance I, le 29 juin 2012

Des informations pratiques pour les

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun ("Ahmad Harun") et Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman ("Ali Kushayb")* ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* ; et *Le Procureur c. Abdel Raheem Muhammad Hussein*. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb, Al Bashir et Hussein. Les quatre suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 25 et le 29 juin 2012

Affaire Banda et Jerbo

Public redacted Order on the scheduling of a hearing and status conferences

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 26 juin 2012

Situation en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, déclaré accepter la compétence de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment confirmé cette acceptation, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur la situation en Côte d'Ivoire pour les crimes qui auraient été commis depuis le 28 novembre 2010. Le 22 février 2012, la Chambre préliminaire III a décidé d'élargir son autorisation d'enquête sur la situation en Côte d'Ivoire pour inclure les crimes relevant de la compétence de la Cour qui auraient été commis entre le 19 septembre 2002 et le 28 novembre 2010. L'audience sur la confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, la seule affaire actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, doit s'ouvrir le 13 août 2012.

Décisions adoptées entre le 25 et le 29 juin 2012

Affaire Gbagbo

Decision on OPCV requests for access to confidential documents in the record of the case

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 27 juin 2012

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#)

Des [résumés audiovisuels](#) sont disponibles sur notre [chaîne YouTube](#) | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur [Twitter](#)

Événements

La CPI lance une page Facebook entre les 1er et 17 juillet : du 10ème anniversaire, à la Journée de la justice pénale internationale

Le 1^{er} juillet 2012, la Cour pénale internationale (CPI) a lancé une page Facebook jusqu'au 17 juillet 2012, entre la date du 10ème anniversaire de la Cour et celle de la Journée de la justice pénale internationale. La page vise non seulement à encourager la commémoration la Journée de la justice pénale internationale, mais également à fournir un espace permettant d'entrer en contact avec les défenseurs de la justice pénale internationale où qu'ils soient dans le monde et de partager des idées sur les questions de justice.

La page Facebook (1^{er}-17 juillet) contient des liens vers les événements organisés par les Etats parties au Statut de Rome, la CPI ainsi que ses partenaires à travers le monde. Les événements commémoratifs visent à sensibiliser le public à la justice internationale et à la lutte contre l'impunité, et à générer un soutien en leur faveur. La CPI invite toutes les personnes souhaitant défendre la justice, promouvoir les droits des victimes et aider à empêcher la commission de crimes qui menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde, à y participer.

Les particuliers et les organisations auront ainsi la possibilité de dialoguer avec des gens attachés aux mêmes principes et de s'inspirer de leurs initiatives. Les membres qui ont organisé un événement dans leur communauté peuvent en afficher les détails sur le « Mur ». Ils peuvent également télécharger et publier des photos et des vidéos de l'événement. Les membres du réseau qui « aiment » la page peuvent en suivre les événements sur notre Fil d'actualité. Ils peuvent aussi partager la page avec leurs amis. Les informations publiées sur la page seront accessibles au public en général et pourront être facilement retrouvées en utilisant les moteurs de recherche courants.

Contexte

Il y a dix ans, le 1^{er} juillet 2002, le Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, entré en vigueur. Avec 20 mandats d'arrêt délivrés, 15 affaires portées devant elle et sept enquêtes en cours, la Cour est aujourd'hui une institution pleinement opérationnelle, soutenue par 121 États parties. Davantage d'informations concernant les activités et événements commémoratifs peuvent être consultées sur [le site web consacré au 10^{ème} anniversaire de la Cour](#).

Le 1^{er} juin 2010, lors de la conférence de révision du Statut de Rome tenue à Kampala (Ouganda), les États parties au Statut de la CPI ont décidé de faire du 17 juillet la Journée de la justice pénale internationale. Cette date commémore le 17 juillet 1998, date à laquelle la communauté internationale a franchi une étape historique en adoptant le Statut de Rome, fondement juridique de la création de la Cour pénale internationale, qui est une juridiction permanente.

Entrée en vigueur d'amendements au Règlement de la Cour

Des amendements au Règlement de la Cour adoptés par les juges le 2 novembre 2011 au cours de leur dix-huitième session plénière sont entrés en vigueur aujourd'hui.

Les amendements portent sur le chapitre IV (« Conseil et aide judiciaire ») du Règlement de la Cour.

Conformément à l'article 52 du Statut de Rome, ces amendements vont être communiqués aux États parties pour observations. Ils resteront en vigueur si la majorité des États parties n'y fait pas objection dans les six mois suivant leur communication.

Règlement de la Cour

La CPI reçoit plusieurs délégations de haut niveau et visites d'études

Tout au long de la semaine, la Cour pénale internationale (CPI) a eu l'honneur de recevoir plusieurs visiteurs et groupes, qui ont pu obtenir des informations sur les récents développements judiciaires, ainsi que sur les questions de soutien et de coopération.



Le lundi 25 Juin, onze professeurs venant d'universités en Chine ont participé à une visite d'études d'une demi-journée à la Cour, comprenant des rencontres avec le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, et le Greffier de la CPI, Mme Silvana Arbia. © ICC-CPI



Le mercredi 27 Juin, le Président de la CPI, le Greffier et d'autres hauts fonctionnaires de la Cour ont reçu Mme Kirsty Hayes, Chef du Département des organisations internationales du Ministère britannique des affaires étrangères et du Commonwealth. © ICC-CPI



Egalement le mercredi 27 juin, le Président de la CPI a rencontré une délégation de l'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe du Parlement européen. © ICC-CPI



Les jeudi 28 et vendredi 29 Juin, la Cour a reçu des visites d'études de délégations d'avocats de la Fédération de Russie et du Royaume d'Arabie Saoudite (sur la photo), respectivement. © ICC-CPI



Egalement le vendredi 29 juin, le Président du Comité des affaires étrangères de la Chambre des Représentants du Royaume de Thaïlande, M. Sunai Chulpongsatorn, était en visite à la Cour et a rencontré le Président de la CPI. © ICC-CPI

La Cour tient à remercier l'ensemble des visiteurs pour leur soutien continu et leur coopération. Ce soutien permet à la Cour de poursuivre sa lutte contre l'impunité, afin de rendre justice aux victimes de crimes atroces et empêcher que de tels crimes ne soient commis dans le futur.

Interagir avec les communautés

Programme de sensibilisation de la CPI : une session de renforcement des capacités pour des journalistes kényans



Un groupe de journalistes kényans rencontrent le Procureur de la CPI, Mme Fatou Bensouda, au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

Du 25 juin au 4 juillet, le Programme de sensibilisation de la Cour pénale internationale (CPI) organise une session de renforcement des capacités pour des journalistes venant de stations de radio communautaire et en langue locale au Kenya. Le groupe de 16 journalistes kényans influents a pu avoir des échanges avec de hauts fonctionnaires de chaque organe de la Cour ainsi que des experts externes.

Les intervenants comprenaient la juge Joyce Aluoch, de la CPI, le Procureur de la CPI, Fatou Bensouda, le Greffier de la Cour, Silvana Arbia, ou encore le président de l'Association des journalistes à la CPI, Thomas Verfuss.

La visite d'études, d'une durée de neuf jours, permet aux journalistes d'observer le travail de la Cour, d'acquérir une connaissance approfondie du système de la CPI et de ses procédures, et d'explorer de nouvelles possibilités pour obtenir davantage de sources et surmonter les difficultés à obtenir des informations crédibles, en poursuivant l'objectif de rendre réalistes les attentes quant à l'intervention de la Cour au Kenya.



Le Greffier de la CPI, Mme Silvana Arbia, s'adressant au groupe de journalistes kényans pendant leur visite d'études au siège de la Cour à La Haye © ICC-CPI

JUILLET 2012

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
2 Le Président de la CPI, le juge Song, participera à une table-ronde consacrée au rôle des cours et des tribunaux internationaux à La Haye et à leur contribution au système juridique international, au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas)	3	4 Le juge Kaul prononcera un discours liminaire lors de la conférence organisée à Budapest par le Ministère hongrois des Affaires étrangères, à l'occasion du 10e anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome de la Cour pénale internationale*	5	6 Une cérémonie symbolique de levée de drapeaux aura lieu à la CPI pour donner le coup d'envoi des activités organisées à l'occasion de la Journée de la Justice pénale internationale, le 17 juillet	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17 Journée de la justice pénale internationale	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
13 août : Commencement de l'audience de confirmation des charges dans l'affaire à l'encontre de Laurent Gbagbo						

Calendrier

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.

* La CPI exprime sa reconnaissance aux organisateurs pour la prise en charge des frais.